L’Algérie est en ébulliton

Traduction d'un article de Chinedu Chukwudinma par Gaston Lefranc, publié dans la revue mensuelle du SWP britannique de mai 2019

Version originale :

http://socialistreview.org.uk/446/algeria-fire

En se débarrassant de leur dictateur en place depuis 20 ans, les Algériens ont montré leur force. Chinedu Chukwudinma examine l'historique des luttes des travailleurs et examine les possibilités pour l'avenir.

La révolution a de nouveau frappé l'Afrique du Nord avec les manifestations de masse en Algérie qui ont forcé le dictateur Abdelaziz Bouteflika à démissionner le 2 avril. Malgré cette victoire, les Algériens continuent à manifester et exigent maintenant le renversement du régime dans son ensemble.

La plate-forme d'informations Bloomberg a exprimé son pessimisme sur le développement de la situation : un commentateur a affirmé que les « révolutions sans dirigeant » conduisaient à une guerre civile ou à leur détournement par l'armée. À l'inverse, un analyste d'Al-Jazeera a attribué le renvoi de Bouteflika au « caractère non violent » des manifestations. Ces interprétations marquées de perplexité et ces tentatives d'étiquetage des événements indiquent que les principaux médias n'ont pas réussi à comprendre qui avait la véritable capacité à changer le cours des choses en Algérie. Je soutiens pour ma part que la multiplication des grèves avant et après la chute de Bouteflika suggère que seule la classe ouvrière a le pouvoir de conduire la société algérienne à la libération.

La révolution actuelle constitue un nouveau chapitre de la lutte du peuple algérien contre la dictature : après l'insurrection d'octobre 1988, le printemps berbère de 2001

et la grève générale de 2003. Elle exprime la confiance croissante des travailleurs et leur ressentiment à l'égard de la politique néolibérale de la la classe dirigeante. Le 10 mars, la classe ouvrière a répondu aux appels à une grève générale et a utilisé son poids social pour renforcer les mobilisations populaires de rue. La grève générale a fusionné les luttes politiques contre le régime avec les luttes économiques partielles visant à améliorer le niveau de vie. À l'heure actuelle, les deux formes de lutte continuent de s'influencer mutuellement avec la multiplication des manifestations et des grèves. Cela ouvre la perspective d'un changement social plus profond.

Les masses entrent dans l'histoire

Le vendredi 22 février 2019, une manifestation nationale a éclaté après la décision du régime de prolonger la présidence de Bouteflika pour un cinquième mandat. Les manifestations se sont intensifiées la semaine suivante. Trois millions de personnes ont envahi les rues des 48 provinces algériennes. Le soulèvement a marqué un tournant pour les Algériens qui ont enduré vingt ans de dictature et de difficultés financières.

Lorsque les prix du pétrole se sont effondrés en 2014, cela a entraîné une baisse de la principale source de revenus du régime ; sa réponse a été d'imposer de nouvelles coupes dans les services sociaux et des gels de salaires. Les gens ne voulaient plus le tolérer. Les manifestants, pour la plupart de jeunes manifestants, ont également jugé la dictature responsable d'un taux de chômage élevé chez les jeunes (30%). «Il n'y a rien pour la jeune génération», a déclaré l'un d'eux. «Pas de travail et pas de maison. C'est pourquoi nous voulons que le vieil homme s'en aille ».

La détérioration du niveau de vie et le manque de droits démocratiques endurés par les citoyens ordinaires contrastent avec la corruption de l'élite riche et ses luttes de factions visibles. En 2018, Bouteflika a limogé d'importants responsables de l'armée et des services secrets liés à un scandale de drogue et remplacé le président de l'Assemblée nationale. Cet acte a semblé être une nouvelle tentative de déplacer l’équilibre des pouvoirs vers le cercle présidentiel : la famille de Bouteflika, des magnats de l’industrie et une faction de l’armée dirigée par le général Gaid Saleh, chef des forces armées. C'était un signe de faiblesse de la classe dirigeante que de voir dans le vieil infirme Bouteflika (qui n’a pas été vu en public depuis 2013) la seule personnalité consensuelle capable de gouverner l’Algérie. La décision de l'élite de prolonger son mandat afin de maintenir ses réseaux de pouvoir se révélée contreproductive avec le soulèvement de la population.

Le soulèvement a prouvé que les Algériens ont vaincu leur crainte de la répression d’État et ont reconquis le droit de manifester à Alger, où les manifestations étaient interdites depuis 2001. Les groupes opprimés de la société algérienne ont protesté et se sont rassemblés sur leur lieu de travail. Les journalistes et le personnel ont organisé des grèves contre la censure et ont forcé les médias publics à couvrir les manifestations. Les étudiants et les enseignants les ont suivis en organisant des défilés de leurs lycées et universités. Juges et avocats se sont joints à la vague de

manifestations pour la première fois de l'histoire algérienne. La confiance des citoyens s'est accrue à mesure que leurs slogans passaient de « Pas de cinquième mandat » à «Bouteflika dégage » et à « À bas le régime ».

Les grèves et Rosa Luxemburg

Les manifestations de masse ont certainement divisé et terrorisé la classe dirigeante, amenant certains des partisans de Bouteflika et le général Gaid Saleh à exprimer leur soutien aux revendications du peuple. Mais c’est la grève générale du 10 mars qui a contraint Bouteflika à annoncer deux jours plus tard qu’il ne briguerait pas un autre mandat. Les grèves de masse qui se sont propagées à travers l'Algérie ont entraîné la fermeture d'usines et de zones industrielles entières, notamment en Kabylie et dans l'Algérois. Les travailleurs ont organisé un sit-in devant le siège de la société publique d'hydrocarbures Sonatrach, qui emploie 120.000 personnes, appelant à de meilleures conditions de travail, à la fin des suppressions d'emplois et au départ du régime. Ils ont crié: « Plus de licenciements, plus de régime! »

Comme Rosa Luxemburg l'a décrit il y a plus d'un siècle, la lutte économique et le mouvement politique contre le dictateur se sont mutuellement nourris et renforcés, donnant un nouvel élan à la lutte.

Le 15 mars, le dernier jour de la grève a fusionné avec la plus grande mobilisation politique jamais organisée en Algérie, rassemblant plus de 14 millions de personnes dans les rues. Les manifestants se sont concentrés sur le départ de Bouteflika. Les grèves et manifestations ont aggravé les divisions au sein de la classe dirigeante et le général Saleh a renversé Bouteflika le 2 avril. Une jeune manifestante donne un aperçu de l'humeur combative du peuple alors que cette première victoire s'entérinait : « Nous étions endormis mais maintenant nous nous sommes réveillés ! Maintenant, nous, les gens, avons la confiance nécessaire pour changer tout le système »

L'armée contre la classe ouvrière

Dans son texte classique, L'État et la révolution, le révolutionnaire russe Lénine fait référence aux écrits de Karl Marx sur la Commune de Paris de 1871. Marx écrivait que, là où la classe ouvrière est une minorité, une « révolution du peuple réel » ne peut se réaliser que si les ouvriers sont capables d’unir les opprimés derrière eux et de briser la vieille machine d'Etat. Bien que ce ne soit pas encore le cas en Algérie, le prolétariat a démontré par des grèves qu'il était la classe la plus puissante de la société. Cependant, l'armée, qui est restée le principal centre du pouvoir depuis que l'Algérie a obtenu son indépendance de la France en 1962, constitue un obstacle au pouvoir des travailleurs.

L'origine de ce problème réside dans l'ascension au pouvoir du général Houari Boumedienne, qui a marqué la transformation du Front de libération nationale (FLN), passant d'une coalition de forces de guérilla menant la lutte pour l'indépendance à une

dictature d'État militaire en 1965. Il est assez courant de voir le visage de Boumedienne sur les pancartes des manifestants aujourd'hui, car il représente aux yeux des masses la tentative de stimuler le développement économique en Algérie par le biais d'investissements étatiques dans l'industrie - en contraste frappant avec l'austérité et le néolibéralisme des dernières décennies.

À la fin des années 1960 et dans les années 1970, Boumedienne nationalisa les principales sociétés étrangères d'hydrocarbures et utilisa les recettes des exportations de pétrole et de gaz pour la construction d'industries locales telles que les usines automobiles, l'acier et les centrales électriques. L'État pouvait offrir aux travailleurs un emploi stable, une éducation et des soins gratuits, ainsi que d'autres avantages sociaux auxquels les Algériens accordent toujours de l'importance aujourd'hui.

Mais le régime du général n’était pas favorable aux travailleurs, qui ont massivement occupé leur lieu de travail en 1964-1966. En réponse aux grèves et aux sit-ins, l'État a constitué le seul syndicat de l'Algérie, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), après avoir purgé son secrétaire national et dissous ses antennes locales. Les conflits de travailleurs ont par la suite fait l’objet de négociations entre les dirigeants de l’UGTA et les ministres d’État concernés.

La récession mondiale de la fin des années 1970 a entraîné une baisse des recettes d'exportation algériennes et entravé le développement mené par Boumedienne. Boumedienne décède en 1978 et son successeur, Chadli Bendjedid, a réduit les dépenses publiques et ouvert l'Algérie au libre-échange et à la privatisation pour obtenir des prêts du FMI et de la Banque mondiale.

Si le néolibéralisme de Bendjedid a engendré un chômage de masse, une insécurité de l'emploi et a démantelé le système de protection sociale, il a également provoqué la première grande révolte de la classe ouvrière algérienne, connue sous le nom d'insurrection d'octobre 1988. La crise économique consécutive à la chute du prix du pétrole au milieu des années 1980 a déclenché des grèves à Alger, la rébellion sanglante a poussé les jeunes contre la police et l'armée. La révolte a été réprimée par l'État, mais elle a forcé Bendjedid à adopter une constitution multipartite et a reconnu le droit d'association politique.

Le résultat fut que la plupart des travailleurs soutenaient les partis islamistes. Le marxiste Chris Harman a affirmé que Boumedienne et Bendjedid avaient promu l'islamisme modéré pour contrer l'influence de la gauche et que cela avait ouvert la porte au développement des organisations islamistes. Ainsi, les ministres ont souvent aidé les islamistes à obtenir des fonds d’hommes d’affaires pour la construction de mosquées.

En l'absence d'une gauche forte et organisée, les travailleurs et les paysans appauvris ont trouvé un réconfort dans les mosquées où la rhétorique anti-occidentale et anti-corruption des forces islamistes a galvanisé leur colère contre le régime du FLN. Le

Front islamique du salut (FIS) a remporté d'importantes municipalités lors de la première élection municipale libre du pays en 1990 et a remporté le premier tour des élections générales en 1992. L'armée a destitué Benjedid et lancé une décennie de guerre civile contre les milices islamistes. L'armée a réussi à détruire la rébellion islamiste et à s'assurer sa domination sur la politique algérienne. Les élections de 1998 l'ont confirmé. Abdelaziz Bouteflika a été placé à la présidence alors que tous les autres chefs de file accusaient l'armée de fraude électorale et retiraient leur candidature en signe de protestation.

Parallèlement, l'État a poursuivi les programmes d'ajustement structurel du FMI et a vendu des entreprises publiques à des oligarques algériens et étrangers.

Aujourd'hui, la décision de l'armée d'expulser Bouteflika doit être considérée comme une tentative de démobilisation des masses et non comme une tentative de les soutenir. L'armée a intérêt à mettre fin à la révolution car l'extension des manifestations de masse pourrait intensifier les rivalités existantes entre les commandants militaires et amplifier le fossé entre les soldats de base et leurs chefs.

Toutefois, les Algériens continuent de manifester contre le gouvernement intérimaire et condamnent l'ingérence du général Gaid Saleh. « Les gens ne veulent pas de changement dans le cadre de la constitution existante, nous voulons changer la société selon nos conditions, c'est pourquoi nous rejetons les annonces du gouvernement concernant les élections de juillet », a expliqué un étudiant. Lors des manifestations du 26 avril, les masses ont crié: « Il ne peut y avoir qu'un seul Gaid, le peuple! »

L'organisation de travailleurs

La classe ouvrière algérienne a le potentiel de construire et de renforcer ses propres organisations pour contrebalancer le pouvoir des forces armées. La reconnaissance du droit d'association par le président Bendjedid a favorisé la création de nouveaux syndicats indépendants tels que la Confédération des syndicats autonomes (CSA) au début des années 90. Ces nouveaux syndicats étaient plus militants que l'UGTA et organisaient des grèves dans les nouveaux secteurs de la classe ouvrière dans les domaines de l'éducation, de la santé et des transports en commun.

Les nouveaux syndicats ont joué un rôle important lors du printemps berbère de 2001, lorsque des émeutes ont éclaté à la suite du meurtre d'un adolescent par la police. La révolte dans la région de la Kabylie septentrionale a été marquée par le chômage de masse, le manque de représentation politique tout au long de la guerre civile et la brutalité policière qui a conduit à la mort de l'adolescent.

Ces questions ont amplifié les mouvements luttant pour l'autonomie de la région et la reconnaissance officielle de la langue berbère. En mai 2001, les travailleurs ont suivi les appels lancés en faveur d'une grève générale dans les villes de Bejaïa et de Tizi-Ouzou, donnant ainsi une nouvelle vie à la rébellion. Un mois plus tard, les travailleurs,

les paysans et les petites entreprises ont créé leurs propres structures de pouvoir grâce au développement de comités locaux et inter-districts à travers la région. De mai à septembre, ces comités ont organisé des marches à Alger et une manifestation d'un demi million de personnes à Tizi-Ouzou alors que les travailleurs désertaient leurs lieux de travail pour se joindre à la manifestation.

Les travailleurs en alliance avec les opprimés se sont opposés à l'État et ont marqué la mobilisation avec leurs propres revendications, telles que la « suprématie des organes élus sur les organes désignés et les forces de sécurité ». La révolte ne s'est pas propagée à travers le pays, en partie parce que les syndicats indépendants n'étaient pas enracinés ailleurs. Par conséquent, ils étaient trop faibles pour contester le fait que les médias français et d'État ont présenté l'événement comme un problème d'identité berbère.

Des comités similaires n'ont pas encore refait surface en Algérie, mais les syndicats indépendants ont été actifs dans la révolution de 2019. Cependant, les appels du CSA à une grève générale le 12 avril ont suscité peu de réactions en dehors d'Alger et de la Kabylie. Cela a confirmé que les syndicats indépendants n'ont toujours pas assez d'influence pour diriger d'importantes sections de la classe ouvrière. Au lieu de cela, de nombreux travailleurs préfèrent se battre pour le contrôle de l'UGTA, qui revendique plus de 4 millions d'adhérents.

Le 16 mars, 50 membres du syndicat ont organisé un sit-in devant le siège de l'UGTA pour demander la démission du secrétaire général, Sidi Said. Leur offensive a échoué après que les briseurs de grève les aient attaqués. Cependant, la multiplication des piquets de grève et des réunions de grève tout au long des mois de mars et avril ont donné aux travailleurs la possibilité de se battre pour se réapproprier le syndicat. Des postiers sur un piquet de grève ont déclaré à un journaliste: « Honte à la direction de notre syndicat pour avoir pris le parti de la direction de l'entreprise. Ils ne comprennent pas que seule une action de grève peut donner ce que nous voulons. ». Le 17 avril, des milliers de travailleurs se sont de nouveau rassemblés devant le siège de l'UGTA pour exiger la démission du secrétaire général.

De nombreux syndicalistes se souviennent de la puissante grève générale de deux jours de l'UGTA qui avait paralysé l'Algérie en février 2003. Ports, aéroports, chemins de fer, transports publics, pompes à essence, banques, écoles et hôpitaux - la plupart des entreprises du secteur public ont été fermées. La grève a eu lieu après que les membres de la base aient fait pression sur les dirigeants de l'UGTA pour qu'ils prennent des mesures contre la privatisation des industries de l'Etat par le régime de Bouteflika. Ces manifestations de masse ont obligé Bouteflika et son entourage à reculer sur son application du néolibéralisme. Les entreprises publiques privatisées, telles que le complexe sidérurgique Sider El Hadjar, sont revenues à l'État. Les revenus pétroliers favorables ont permis à l'État algérien de subventionner les prix des denrées alimentaires, de maintenir la santé et les écoles gratuites.

Toutefois, des travailleurs ont déclaré à la presse que l'UGTA n'avait rien fait pour eux depuis 2003. Sous le leadership de Sidi Said, le syndicat était devenu une machine électorale destinée à convaincre les travailleurs de voter pour Bouteflika. La démission de Said constituerait un sérieux pas en avant pour la classe ouvrière. Cela ouvre la possibilité à l'indépendance de l'UGTA vis-à-vis de l'État, ce qui permettrait aux membres d'initier davantage d'actions revendicatives contre leurs patrons et leurs dictateurs.

Printemps arabe tardif ?

Le mouvement des gilets jaunes français et le soulèvement au Soudan semblent avoir eu une plus grande influence sur les Algériens que le printemps arabe de 2011. Les révolutionnaires algériens ont récemment créé le « Gilet Orange » pour protéger les manifestants de la police. Ils ont exprimé leur soutien aux gilets jaunes et leur animosité face à l'impérialisme français: « Macron, assurez-vous de ramasser du bois de chauffage, car cette année, vous ne disposerez d'aucun de nos gaz ».

Bien que des milliers d'Algériens aient manifesté après le déclenchement des révolutions égyptienne et tunisienne en 2010-2011, leur nombre était beaucoup moins important qu'ailleurs dans la région. Certains commentateurs ont soutenu que la révolte avait échoué parce que Bouteflika avait fait des concessions économiques telles que la baisse des prix des denrées alimentaires. D'autres attribuent l'échec au traumatisme causé par la guerre civile algérienne ou au chaos en Libye et en Syrie et à la contre-révolution égyptienne.

La Tunisie, voisine de l'Algérie, constitue un exemple de réalisation d'une démocratie parlementaire bourgeoise. En outre, la dernière décennie de la dictature de Bouteflika a vu un mouvement croissant parler de problèmes tels que le chômage des jeunes et le harcèlement sexuel. Les manifestations de 2011 peuvent être considérées comme faisant partie de ce retour du militantisme de la rue par la jeunesse qui a ouvert la voie à la révolution de 2019. Les manifestations qui ont eu lieu pendant le règne de Bouteflika sont restées irrégulières et déconnectées les unes des autres.

Dans la révolution actuelle, il y a une plus grande influence réciproque entre la lutte politique et économique. À partir de la fin du mois de mars, les travailleurs d’une multinationale turco-algérienne ont organisé des sit-in au travail pour des salaires plus élevés, qui se sont transformés en grève contre le régime. Leur conscience révolutionnaire semble beaucoup plus grande qu'en 2011. Comme l'a affirmé un attaquant: « Nous pouvons tout changer, nous ne voulons pas que nos mouvements soient cooptés comme en 2011, et vous ne pouvez pas instaurer la démocratie avec ceux qui sont au sommet »

La révolution algérienne de 2019 continue de toucher toutes les couches de la société, mais la classe ouvrière est confrontée à d'importants défis pour approfondir la révolution. Elle doit rejeter l’influence de l’armée et formuler ses propres

revendications. Elle doit créer ses syndicats indépendants et ses institutions pour prendre le pouvoir. L'héritage historique des manifestations en Algérie, ainsi que des grèves et des manifestations persistantes aujourd'hui, laisse ouverte la perspective de transformer cette révolution démocratique en une révolution sociale.

, le 19 mai 2019